

**Suisse - Point de presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
lors de son déplacement à Berne**
(Berne, 24 août 2018)

Merci, Cher Ami. Je voulais d'abord rappeler qu'en 2016, comme ministre de la défense de la République française, j'avais participé aux célébrations des 500 ans de la paix perpétuelle à Fribourg. Et j'avais dit que nous en reprenions pour 500 ans. Et c'est une étape supplémentaire, cette visite aujourd'hui, de notre qualité de relation et j'ai eu le grand plaisir à m'entretenir avec M. Ignazio Cassis. Je l'avais déjà rencontré à Paris comme il vient de le rappeler.

La France et la Suisse entretiennent des relations étroites depuis plusieurs siècles et aujourd'hui, notre relation bilatérale est particulièrement dense, dans tous les domaines. Nos échanges sont très forts. Ils sont très forts dans le domaine scientifique, dans le domaine universitaire, dans le domaine économique, dans le domaine de l'énergie. L'importance de nos investissements croisés - tant de la France en Suisse que de la Suisse en France - est tout à fait remarquable. Nous avons pu faire le point de nos relations bilatérales, qui ne souffrent d'aucune inquiétude, qui aujourd'hui au contraire sont extrêmement dynamiques. Nous avons pu aussi redire ce que nous souhaitons, c'est-à-dire qu'il y ait un cadre institutionnel pour la relation entre l'Union européenne et la Suisse. Nous soutenons la Commission européenne dans cette discussion, et nous souhaitons évidemment que l'on puisse aboutir rapidement à un accord, mais cela fait partie des discussions que vous avez vous-même, Monsieur le Ministre, avec les représentants de la Commission, vous y avez fait référence tout à l'heure.

Nous avons aussi eu l'occasion d'évoquer les grands défis internationaux. Nous avons une approche commune sur la nécessité de développer le multilatéralisme, et ce n'est pas sans doute sans lien avec notre rôle d'Etat de siège de nombreuses organisations internationales, que ce soit ici ou que ce soit en France. Mais nous avons aussi l'un et l'autre la conviction que l'ordre international est mieux garanti par les solutions coopératives et concertées, mieux protégé par le droit que par le rapport de force et l'unilatéralisme. Cette conviction, nous la partageons dans la durée, et en particulier au sein des Nations unies.

Nous avons pu aussi évoquer la lutte contre la non-prolifération nucléaire, que ce soit par la préservation du JCPoA en Iran ou par la poursuite d'une approche exigeante à l'égard de la Corée du Nord. Et nous partageons avec la Suisse la même préoccupation de sécurité collective et je me réjouis que nos analyses aient convergé sur le traité de l'interdiction des armes nucléaires, que la Suisse a décidé de ne pas signer ce traité que nous jugeons, nous, dangereux.

Nous avons aussi évoqué l'ensemble des questions internationales dans un monde en pleines ruptures, avec des risques et des menaces qui n'ont jamais été aussi forts depuis la fin de la Guerre froide et cela dans un esprit à la fois de confiance et de volonté d'agir ensemble pour la

sécurité collective. La Suisse y prend sa part, la France aussi. Nous avons convenu de poursuivre les relations de qualité que nous avons et cet état d'esprit extrêmement amical. Voilà ce que je voulais dire après ces entretiens que je juge très fluctueux, pour ma part.

Q - Vous avez évoqué les relations au beau fixe entre les deux pays, mais néanmoins, Monsieur le Ministre, vous avez ce matin dans les interviews publiés dans notre journal et dans la Neue Zürcher Zeitung la question de l'assurance chômage des frontaliers. Est-ce que cette question a été évoquée et si oui, quelle écoute avez-vous reçue de votre interlocuteur ?

R - Je n'ai pas à rajouter à ce que j'ai dit ce matin, puisque c'est la position de l'Union européenne. Le principe est qu'il est de bonne administration que chaque Etat qui prélève les cotisations chômage, celui où les frontaliers travaillent, soit aussi celui qui contribue principalement à l'indemnisation de ceux-ci. C'est une question qui n'est pas uniquement une histoire de relation entre la France et la Suisse, c'est un principe qui vaut pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Et donc, pour nous, la libre circulation intègre ce principe.

Q - Monsieur le Ministre, j'ai une question. Vous avez parlé aujourd'hui de cet accord-cadre. Cette négociation est dans une situation difficile, parce que les syndicats en Suisse rejettent tout changement des mesures d'accompagnement pour protéger le marché suisse. Est-ce qu'un tel accord-cadre sans les mesures d'accompagnement est imaginable pour vous et qu'est-ce qui se passe quand il n'y a pas d'accord entre la Suisse et l'UE ?

R - Globalement, dans le cadre du marché intérieur, l'Union européenne demande à tous les Etats membres de ne pas prendre des mesures discriminatoires. Et elle le demande aussi à la Suisse, qui a signé un accord de libre-circulation avec l'Union européenne. En revanche, des solutions peuvent être trouvées dans l'accord-cadre institutionnel pour aider la Suisse à lutter contre le dumping social. L'Union européenne elle-même a pris des mesures pour lutter contre le dumping salarial et social en son sein ; elle a pris aussi des mesures pour lutter à l'extérieur contre les concurrences déloyales. Donc je pense qu'il y a des voies possibles dans la discussion pour aboutir à ce que les mesures d'accompagnement puissent ne pas être considérées comme des mesures discriminatoires, ça fait partie du dialogue que la Suisse a avec la Commission européenne et c'est la Commission européenne qui négocie avec la Suisse et pas la France.

Q - Quelles conséquences si on n'arrive pas à conclure un accord-cadre ?

R - Je n'imagine pas qu'il n'y ait pas d'accord-cadre. Donc je pense qu'aujourd'hui, il faut faire en sorte que le travail important qui est mis en oeuvre à la fois par la Commission européenne et par les autorités suisses aboutisse à un accord d'ici la fin de l'année.

Je voulais juste compléter un point puisque j'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec le président Emmanuel Macron ce matin. Le président Alain Berset sera reçu en visite officielle en France le 12 septembre prochain pour des entretiens de travail avec le président Macron, ce qui montre la qualité de notre relation./.